



L'Europe au cœur des fractures de la gauche française

Nathanaël Uhl

Février 2018

11.300 signes

On savait les gauches françaises mal en point depuis les premières élections législatives partielles de l'année qui a suivi l'élection de François Hollande. Tout s'est passé comme si l'arrivée de ce dernier à la présidence de la République avait été le chant du cygne d'une sensibilité historiquement plurielle.

La victoire d'Emmanuel Macron constitue, depuis, le révélateur et l'accélérateur d'une fragmentation qui renvoie les gauches en France aux années 1960. Mais, pour comprendre ce qui est à l'œuvre, il faut préciser que la fracture ne se situe plus simplement entre gauche d'accompagnement et gauche de transformation, selon l'analyse en vogue depuis une trentaine d'années.

Identitaire ?

La question européenne et, depuis peu, l'enjeu identitaire sont venus complexifier le paysage. Dans cette note, nous nous attarderons sur l'Europe. La question identitaire fera l'objet d'une autre analyse, pour l'heure, en gestation.

Depuis le référendum sur le Traité constitutionnel européen de mai 2005, les rapports à l'Union européenne n'ont cessé de crisper à l'intérieur même des partis de la gauche française. Le résultat du référendum organisé au Royaume-Uni en juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, qui a vu la victoire du Brexit par 52% des voix, a accentué le débat. Il n'en est désormais plus une composante qui échappe aux querelles internes sur une Europe considérée soit comme « *le garant de la paix* », qu'il conviendrait de plus ou moins réformer, soit comme la « *prison des peuples* » inamendable. Ce phénomène n'est pas nouveau. Dès les débuts de la construction européenne, avec la Communauté du charbon et de l'acier (CECA), la gauche se divise sur le sujet. La SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), ancêtre du Parti socialiste actuel, globalement s'insère dans la mise en œuvre du projet de construction européenne : « *Il ne s'agit plus d'établir le socialisme dans tous les pays et ensuite par voie de conséquence de faire l'Europe, mais de faire d'abord l'Europe et de lutter ensuite pour que cette Europe soit socialiste* »¹. Le PCF, qui constitue l'autre pôle de la gauche dans cette période, est initialement « *un opposant farouche à la construction européenne qui est vue comme une construction antisoviétique et une négation de la nation française qu'il défend avec vigueur* »². Nous verrons que cette position a, depuis, beaucoup évolué.

Les minorités

La perception d'une Europe comme espace cohérent d'action politique, nécessitant une intervention propre à cette échelle, demeure encore minoritaire. Traditionnellement, les écologistes de gauche, rassemblés encore récemment au sein d'Europe Ecologie les Verts

¹ Elisabeth Du Réau, *L'Idée d'Europe au XXe siècle. Des mythes aux réalités*, Ed.Complexe, 1996, Bruxelles.

² François Callaret, *La Gauche à l'épreuve de l'Europe* in *Revue Transform*, numéro 10, juillet 2012, pp.161-171.

(EELV), incarnaient cette sensibilité. Elle est reprise, désormais, par le mouvement « Génération.s » créé par Benoît Hamon depuis son départ du Parti socialiste en juillet 2017.

Malgré son piètre résultat à l'élection présidentielle, l'ancien candidat socialiste n'a pas renoncé à porter une voix originale au sein de la gauche française. Il a remis l'ambition originelle de son mouvement – « *être une poutre dans la maison commune de la gauche qu'il faut plus que jamais construire* »³ - en transformant sa sensibilité en parti politique à part entière. Le mouvement du 1^{er} juillet est devenu Génération.s. Dans les raisons de ce choix stratégique figure « *l'absence, en cette fin 2017, d'une organisation politique pro-européenne et internationaliste* », selon les mots du député européen Guillaume Balas, coordinateur du nouveau parti⁴.

Le Parti socialiste n'est jamais parvenu à porter, de manière majoritaire, une vision politique de l'Europe cohérente. Comme tous les partis qui ont assumé la responsabilité gouvernementale, le PS a fait preuve de schizophrénie sur ce sujet.

Quand il exerce le pouvoir, les réalisations politiques et sociales progressistes doivent être portées exclusivement à son crédit tandis que les freins qu'il rencontre, ou les échecs qu'il connaît, sont essentiellement imputables à l'Union européenne et, particulièrement, à l'Allemagne. Ce double discours n'est pas propre aux socialistes français. De nombreux partis au pouvoir en Europe le reproduisent, chacun à leur façon, qu'ils soient de droite ou de gauche, europhiles ou eurosceptiques. Comme si aucun gouvernement national ne prenait part pas aux nominations des commissaires européens ni ne participait aux sommets et conseils européens des ministres, autant de lieux où se définissent les politiques à l'échelle des 28 (encore) états-membres.

Le parti socialiste présente aussi une spécificité. A l'intérieur du Parti socialiste européen, qui regroupe l'ensemble des partis sociaux-démocrates de l'UE, les Français ont, pendant des années, y compris sous la direction de François Hollande, tenu les positions les plus à gauche. Mais ils ont totalement intériorisé l'idée qu'ils étaient minoritaires, s'empêchant par là même de mener le combat au sein de l'organisation européenne.

³ Discours de Benoît Hamon le 1^{er} juillet 2017 sur la pelouse de Reuilly (Paris).

⁴ Entretien avec l'auteur, le 26 janvier 2018 à Paris.

Alors que le congrès du PS doit se tenir les 7 et 8 avril 2018 à Aubervilliers, dans la banlieue populaire de Paris, les quatre textes d'orientation en présence semblent, pour une fois, converger sur les questions européennes. Les différences sont bien moins marquées qu'auparavant. Réduit à tout juste 30.000 adhérents, le PS se cherche, il est vrai, des points de convergence après un quinquennat qui l'a vu se déchirer en public. Député européen et issu de l'aile gauche du parti socialiste, Emmanuel Maurel est celui qui a mis le plus d'eau dans son vin. Il a remis son discours eurosceptique pour une approche plus en phase avec la « *nouvelle synthèse* » qu'il promeut afin de tenter de prendre la direction du parti. Ce mouvement vise à présenter un profil plus en phase avec la base europhile du parti socialiste⁵.

Défiance

Mais, entre les lignes, la défiance vis-à-vis d'une Union européenne considérée comme irrémédiablement « *libérale* » et « *irréformable* » demeure. Le texte dont Emmanuel Maurel est le premier signataire relève ainsi : « *Si l'Europe continue de s'abandonner au dumping fiscal, au moins-disant social, si elle continue de tourner le dos à ses valeurs, elle s'exposera à la dislocation. Il faut revenir à l'ambition initiale de l'Europe: celle d'un espace de paix, de solidarité, de prospérité et de protection pour tous* »⁶.

Cette position n'est pas si éloignée de celle portée en public par Jean-Luc Mélenchon et la France Insoumise. Les textes officiels de ce mouvement sont clairs : « *L'Europe de nos rêves est morte. L'Union actuelle est seulement un marché unique et les peuples sont soumis à la dictature des banques et de la finance. (...) Nous devons sortir des traités européens qui nous font obligation de mener des politiques d'austérité (...) Notre indépendance d'action et la souveraineté de nos décisions ne doivent donc plus être abandonnées aux obsessions idéologiques de la Commission européenne ni à la superbe du gouvernement de grande coalition de la droite et du PS en Allemagne.* »⁷

⁵ Lors de la consultation interne pour déterminer la position du PS sur le Traité constitutionnel européen, tenue en 2004, 60% des adhérents avaient voté en faveur du « oui ».

⁶ *L'Union et l'espoir*, texte d'orientation pour le congrès d'Aubervilliers du Parti socialiste (2018)

⁷ *L'Avenir en commun*, programme de la France insoumise, chapitre 4 « Sortir des traités européens ».

Cette position est le fruit, chez Jean-Luc Mélenchon, d'un long processus entamé depuis son vote en faveur du traité de Maastricht en 1992 puis son opposition claire au Traité constitutionnel européen lors du référendum de 2005. Prônant de rendre le pouvoir au peuple au travers d'une Sixième République, la France insoumise a pris, sur la question européenne, un virage cohérent visant à « restaurer la souveraineté populaire ». De là à parler d'une réorientation souverainiste, au sens que Jean-Pierre Chevènement a donné à ce mot en faisant le lien entre « République » et « souveraineté », il n'y a qu'un pas. Il faut relever que Mélenchon ne récuse plus le terme désormais : « *On nous dit "souverainistes". Appelez-nous comme vous voulez tant qu'il est bien compris que nous parlons de souveraineté du peuple qui est la seule souveraineté qui soit* »⁸.

La France Insoumise et son candidat à la présidentielle de 2017 entendent donc prendre le leadership d'une gauche souverainiste encore largement éclatée entre chevènementistes, mélenchonistes, décroissants, « gauchistes »... En outre, le souverainisme est, encore aujourd'hui, considérée comme lié à la droite pour ne pas dire à l'extrême-droite, rendant difficile l'affirmation dans l'espace médiatique de cette notion.

Le PCF a, d'ailleurs, contribué à renvoyer le souverainisme dans la partie droite de l'échiquier politique au fur et à mesure de son évolution sur la question européenne. La fin des années 1960, et surtout le début des années 1970, marquent une évolution du positionnement du PCF qui avance d'abord la défense d'une Europe des travailleurs pour ensuite infléchir de l'intérieur ce qui n'est encore que la Communauté économique européenne. Le Programme commun de 1972 entre PCF et PS acte cette évolution. Il s'agit de « *participer à la construction de la CEE, à ses institutions, à ses politiques communes, avec la volonté d'agir en vue de la libérer de la domination du grand capital, de démocratiser ses institutions* »⁹.

Aujourd'hui, la ligne officielle du Parti communiste demeure de « *réorienter l'Europe pour la refonder* ». Affirmant que l'ambition européenne demeure, le PCF en constate les difficultés : « *S'il y a crise de l'idée européenne, il n'y a pas abandon* »¹⁰. De fait, les communistes français semblent avoir renoué, au travers de la question européenne, avec l'internationalisme

⁸ Jean-Luc Mélenchon, intervention à l'Assemblée nationale, le 23 octobre 2017.

⁹ François Callaret, *La Gauche à l'épreuve de l'Europe*, op cit.

¹⁰ PCF, *Notre projet pour une refondation de l'Europe*

qui caractérisait les premiers pas politiques de ce parti, avant le virage franco-centré qu'a impulsé, notamment, Maurice Thorez à partir de 1934.

Au final, la fracture que dessine l'Europe à l'intérieur de la gauche française ressemble de plus en plus à une alternative entre internationalisme, consubstantiel au mouvement socialiste du XIXe siècle, et retour sur le fait national. Comme si la gauche « Made in France » se retrouvait, à l'heure de l'Union européenne, face au débat mené par les Bolchéviks il y a près d'un siècle entre les partisans d'une révolution internationale et les partisans du socialisme dans un seul pays. L'histoire n'est-elle, selon l'affirmation attribuée à l'historien grec Thucydide (-465 av.J.-C.-395 av.J.-C.) un éternel recommencement ?